COMPTE RENDU

GRAND DEBAT NATIONAL

UFAL TOULON 1ER FEVRIER 2019

Ce débat citoyen a été organisé par l'association UFAL TOULON.

Il s'est tenu le 1er février de 18h15 à 20h15 dans la salle Franck Arnal gracieusement mise à disposition par la mairie de Toulon.

Le thème proposé était « Démocratie et Citoyenneté »

Présents : 20 personnes dont Mme la députée LREM Cécile MUSCHOTTI et ses 2 assistants.

Le débat, lancé par le Président et le Secrétaire de l'association a soumis à l'assemblée une sélection de questions qui pouvaient permettre d'imaginer des propositions concrètes.

1 / Pourquoi notre démocratie républicaine génère-t-elle un tel désenchantement ?

Constat :

- la concentration des pouvoirs dans les seules mains du Président de la République pose la légitimité démocratique de celui-ci.
- Les parlementaires n'ont pas la possibilité d'exercer le nécessaire contrôle de l'exécutif qui détient trop de pouvoirs, ce qui leur enlève toute crédibilité.
- si notre constitution a fait le ciment de la France après guerre, elle ne correspond plus à la société actuelle.
- La troisième chambre : le CESE fait un remarquable travail d'études qui ne sert à rien.
- Le fonctionnement de l'Assemblée Nationale est calamiteux : des votes tard dans la nuit avec très peu de présents et des amendements trop nombreux dont une majorité de pure forme visant à bloquer le système.

Propositions :

- modifier la Constitution :
- revenir au septennat, en mandat unique,
- redonner des moyens de contrôle aux chambres par le biais des commissions d'enquêtes,
- Revoir les conditions d'utilisation du 49.3,
- Considérer mieux le Conseil Économique Social et Environnemental en prenant en compte ses conclusions ou le fusionner avec le Sénat ou inclure une part de citoyens tirés au sort au sein des CESE régionaux et du CESE national et au pire le supprimer vu son coût,
- Instaurer des heures limites de travail de l'Assemblée et cadrer le nombre et le contenu des amendements pour alléger le travail des députés déjà fait par les commissions.

VOTE[1] : retour au septennat mandat unique :

- **Pour** : 15
- 1 vote pour maintenir le mandat à 5 ans
- 1 abstention

[1] Mme la députée et ses assistants ne participent pas aux votes

2/ Faut-il rendre le vote obligatoire ? Et reconnaître le vote blanc ?

Constat :

- Le taux d'abstention record exprime un grand malaise de nos concitoyens.
- Beaucoup ne se sentent pas représentés.
- La crise démocratique actuelle peut rendre le vote obligatoire malvenu.
- Ne risque-t-on pas une situation de chaos selon l'importance accordée au vote blanc ?

Propositions :

- Rendre le vote obligatoire avec prise en compte du vote blanc.
- Fixer les limites au système pour éviter le chaos.
- Considérer que si le vote blanc est majoritaire, l'élection est à refaire avec de nouveaux candidats.
- Introduire de la proportionnelle dans toutes les élections.
- Pour la proportionnelle : les ¾ des postes au vote majoritaire et ¼ de proportionnelle

  - **VOTE** : pour la reconnaissance du vote blanc : majorité de la salle
  - **VOTE** : pour la proportionnelle partielle : majorité de la salle

3/ comment la démocratie est-elle vécue, ressentie ? quel est le rapport du citoyen aux élus ?

Constat :

- Sentiment exprimé d'une déconsidération des élus et d'un grand manque de proximité.
- La délégation de pouvoir sans suffisamment de contrôle après les élections est trop grande.
- L'emprise des lobbies est ressentie comme trop puissante et trop opaque.

Propositions :

- Instaurer une obligation de clarté et de transparence de la part des élus. Qu'ils rendent public le bilan de leurs actions.
- Qu'avant chaque loi importante notamment celles qui touchent à l'intégrité des individus et à la famille, des débats locaux soient organisés.

4/ comment redonner de la solidarité, de la justice et le sentiment que chacun partage et contribue à l'effort collectif ?

Constat :

- Les classes moyennes se sentent victimes du système fiscal quand les petits revenus sont exemptés d'impôts et les plus riches défiscalisent massivement en toute légalité.
- Les lois sur les niches fiscales et l'évasion, légale ou pas, organisée au plan mondial permettent à une minorité de ne pas être solidaire.
- Le travail est plus imposé que le capital.

Propositions :

- Augmenter le nombre de tranches d'impôt en soumettant également les très petits revenus avec un impôt même symbolique
- Revoir toutes les niches fiscales et en supprimer certaines, dont le scandale des œuvres d'art.
- Favoriser les PME sources d'emploi local et non délocalisable en allégeant leurs charges plutôt que les grosses entreprises du CAC 40.
- Valoriser nos entreprises.

Le Président de l'UFAL Toulon
Alexandre PICHOT